



RAPPORT SEMESTRIEL SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

1^{er} semestre 2026 (du 1^{er} janvier au 30 juin 2026)

Mise en ligne le 29/10/2026 à 20h00



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les comptes consolidés du groupe, non audités, pour le 1^{er} semestre 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'administration lors de sa séance du 28 septembre 2026.

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2026 (en k€) - Présentation analytique

(Sur la base des comptes non audités)

en €'000	30/06/2025	30/06/2026	Variation
Produits raffinés (P2R)	4 364	5 474	1 110
Services portuaires	1 640	1 800	160
Total CA	6 004	7 274	1 270
Marge brute	3 553	3 874	321
Taux de marge brute	59,2%	53,3%	
Charges de personnel	(1 619)	(1 516)	103
Charges externes	(1 853)	(1 852)	1
Impôts & taxes	(155)	(180)	(25)
EBITDA *	(74)	326	400
Amortissements & Provisions	(679)	(630)	49
Résultat Financier	(338)	(313)	25
Impôt société	100	39	(61)
Résultat Net du Groupe	(991)	(578)	413

* : Résultat d'exploitation avant amortissements et provisions

Sur le premier semestre 2026, le chiffre d'affaires du groupe s'établit à 7,3M€, en progression de 21% par rapport au premier semestre 2025.

Dans un marché pétrolier qui s'est réorienté à la hausse avec le déclenchement du conflit au Moyen Orient (le baril en € a progressé de 15% entre le S1 2025 et le S1 2026, dont -23% sur janvier/février et +38% sur mars/juin), le chiffre d'affaires a enregistré une progression de 25% sur l'activité Produits raffinés ; se décomposant en +35% d'effet prix (tiré par les prix du gasoil) et -10% d'effet volume. L'activité Services portuaires a quant à elle progressé de 10%.

Du fait d'opérations de maintenance plus précoces qu'en 2025, les quantités produites ont baissé de 14%, passant de 13 038 tonnes en 2025 à 11 264 tonnes en 2026. Les quantités vendues ont, elles, baissé de 10%, passant de 11 080 tonnes en 2025 à 9 977 tonnes en 2026. Il convient de souligner que ces décalages ont été entièrement comblés à fin août 2026.

Le taux de marge brute enregistre une baisse de 5,9 points, qui s'explique principalement par l'évolution du mix activité (P2R/Services Portuaires) pour 1,1 point et par le renchérissement des approvisionnements (tant sur la partie matières premières que sur la partie transport maritime) pour 3,5 points.

En ce qui concerne les coûts de structure, ces derniers sont passés de 3,6M€ au 30 juin 2025 à 3,5M€ au 30 juin 2026, résultat de la réduction de la masse salariale de 6%, soit -103k€.

Compte tenu de ces éléments, le groupe enregistre un EBITDA positif de 326k€ (contre -74k€ au 30 juin 2025), qui se décompose de la façon suivante :

en €'000	30/06/2025	30/06/2026	Var. k€
Ecoslops Portugal	863	1 272	409
Ecoslops Paris & Développement	(937)	(945)	(9)
EBITDA	(74)	326	400

Le résultat financier ressort à -313k€, du même niveau qu'en 2025.

L'impôt sur les sociétés représente quant à lui un produit de 39k€ principalement constitué d'un produit d'impôt de 100k€ lié au crédit d'impôt recherche et d'une charge d'impôts différés de 37k€.

Le résultat net du groupe ressort en conséquence à -578k€, en amélioration de 413k€ par rapport à la perte de -991 k€ réalisée au premier semestre 2025.

Bilan consolidé au 30 juin 2026 (en k€)

(Sur la base des comptes non audités)

en €'000	31/12/2025	30/06/2026	Var. k€
Immobilisations Incorporelles	395	340	(55)
Immobilisations Corporelles	11 487	11 257	(230)
Immobilisations Financières	196	198	2
Actif Immobilisé	12 078	11 795	(283)
Stocks & Encours	1 054	1 788	734
Clients	1 089	2 268	1 179
Autres Créances	417	393	(24)
Impôts différés actif	1 531	1 493	(38)
Disponibilités	5 229	3 763	(1 466)
CCA & Charges à répartir	907	876	(31)
Actif circulant	10 227	10 580	353
Total ACTIF	22 305	22 375	70

	31/12/2025	30/06/2026	Var. k€
Capital & Réserves	3 771	1 359	(2 412)
Subvention d'investissement	1 174	1 128	(46)
Résultat Net - Part du groupe	(2 412)	(578)	1 834
Capitaux Propres	2 533	1 908	(625)
Avance conditionnée	838	838	0
Prov. Pour Risques&Charges	24	24	0
Dettes Fin.	16 277	16 540	263
Fournisseurs	1 329	1 689	360
Dettes fiscales & sociales	485	490	5
Autres dettes	819	887	68
Dettes d'exploitation	2 633	3 065	432
Total PASSIF	22 305	22 375	70

Les éléments notables du bilan arrêté au 30 juin 2026 sont les suivants :

- Une nette augmentation des créances clients, de 1,2M€, qui s'explique par la progression du chiffre d'affaires du mois de juin 2026 (1,7M€), vs celui du mois de juin 2025 (0,6M€) ;
- Un niveau de stocks en hausse de 0,7M€ (décomposée en +0,5M€ d'effet volume et +0,2M€ d'effet prix)
- Une augmentation des dettes fournisseurs de 0,4M€, compte tenu de l'augmentation des prix d'achat.

Les variations ci-dessus expliquent l'augmentation du besoin en fonds de roulement de 1,4M€, laquelle a été financée par la trésorerie du groupe, qui baisse d'autant.

Situation financière et cashflows

Au 30 juin 2026, le Groupe dispose de près de 3,8M€ de trésorerie, dont 2,9M€ de trésorerie disponible (compte tenu de 0,8M€ d'avance conditionnée sur subvention d'investissements qui seront remboursés au second semestre 2026) et d'un endettement net de 13,6M€ (vs 11,9M€ au 31 décembre 2025). La variation de trésorerie s'analyse comme suit :

en €'000

30/06/2026

EBITDA	326
Impôt	(12)
Subvention viré au résultat	(59)
Variation du BFR Activité	(1 364)
Flux de trésorerie - Activité	(1 108)
Acquisition d'immobilisations	(246)
Variation du BFR Investissements	(59)
Flux de trésorerie - Investissements	(305)
Variation d'emprunts France	(126)
Variation d'emprunts Portugal	602
Intérêts financiers perçus	25
Intérêts financiers payés	(555)
Flux de trésorerie - Financements	(54)
Variation de trésorerie	(1 467)

Trésorerie Ouverture (nette de découvert)	5 221
Trésorerie Clôture (nette de découvert)	3 754
Variation	(1 467)

Le cashflow opérationnel ressort à -1,1M€, imputable à la variation de BFR négative de -1,4M€ et à l'EBITDA positif de 0,3M€.

Le cashflow lié aux investissements s'élève à -0,3M€, et se compose des capex de maintenance usuels dans l'activité du groupe, notamment l'activité Services portuaires d'Ecoslops Portugal.

Enfin, les opérations liées aux financements se soldent par un décaissement net quasi nul compte tenu du refinancement de la dette opéré au Portugal.

Perspectives et développements

Sines :

Comme indiqué lors de la publication des comptes annuels 2025, le groupe poursuit ses discussions sur les modalités du renouvellement du contrat de sous-concession avec CLT (filiale de GALP) au Portugal. Ce contrat, d'une durée initiale de 15 ans, arrive à échéance en août 2027. Ce contrat n'intègre pas de clause de préavis mais compte tenu des délais opérationnels nécessaires, le groupe pense être fixé au second semestre 2026 sur le choix de GALP qui a 3 options possibles : remise en concurrence du contrat, renouvellement avec une négociation de gré à gré ou internalisation de cette activité. La prolongation de ce contrat est critique pour le groupe dans la mesure où les deux activités (services portuaires et produits raffinés, P2R, sont intrinsèquement liées).

Scarabox/Scarabatch :

En 2025, le projet de Scarabox en Côte d'Ivoire a bénéficié d'un soutien de poids de Bpifrance (avec la mise en place d'un financement export et d'assurances crédit export et cautions) auprès de l'Etat ivoirien, dans le cadre de l'achat par ce dernier d'une usine clé en main. La décision d'investissement de l'Etat ivoirien, attendue en 2025, a été reportée en 2026 compte tenu de l'élection présidentielle intervenue en octobre 2025 et la mise en place du nouveau gouvernement fin janvier 2026. Compte tenu de ces délais rallongés, Bpifrance a prolongé son offre de financement jusqu'en janvier 2027.

Au-delà de la Côte d'Ivoire, le groupe est en discussion avec d'autres prospects, toujours pour la fourniture/vente d'usines clé en main, Scarabox et Scarabatch.

ECOSLOPS SA

COMPTES CONSOLIDES

Du 01/01/2026 au 30/06/2026

SOMMAIRE

1.	Comptes consolidés au 30 juin 2026	4
1.1.	Bilan (en k€)	4
1.2.	Compte de résultat (en k€)	5
1.3.	Flux de trésorerie (en k€)	6
1.4.	Capitaux propres	7
1.4.1.	Variation des capitaux propres (k€)	7
1.4.2.	Eléments financiers dilutifs	8
1.5.	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	8
2.	Notes annexes aux états financiers consolidés	9
2.1.	Informations générales	9
2.2.	Evènements significatifs	9
2.2.1.	Opérations de financement	9
2.2.2.	Suivi de l'impact du conflit russo-ukrainien sur la société et ses filiales	9
2.3.	Continuité d'exploitation – Perspectives & Développements	10
2.4.	Principales méthodes comptables	10
2.4.1.	Utilisation d'hypothèses et d'estimations	10
2.4.2.	Principe de consolidation	11
2.4.3.	Conversion des états financiers des filiales étrangères	11
2.4.4.	Transactions en devises étrangères	11
2.4.5.	Immobilisations incorporelles	11
2.4.6.	Immobilisations corporelles	12
2.4.7.	Immobilisations financières	12
2.4.8.	Contrats de location	13
2.4.9.	Instruments financiers dérivés et opérations de couverture	13
2.4.10.	Stocks	13
2.4.11.	Clients et créances d'exploitation	13
2.4.12.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	14
2.4.13.	Frais d'émission des emprunts	14
2.4.14.	Impôts exigibles	14
2.4.15.	Impôts différés	14
2.4.17.	Provisions	14
2.4.18.	Actifs et passifs éventuels	15
2.4.19.	Reconnaissance des revenus	15
2.4.20.	Dépenses de recherche et développement	15
2.4.21.	Résultat par action	15
2.4.22.	Périmètre de consolidation au 30 juin 2026	15
2.4.23.	Informations sectorielles	16
2.5.	Notes sur le bilan	17
2.5.1.	Actifs immobilisés Bruts	17
2.5.2.	Amortissements & dépréciation	18
2.5.3.	Stocks	18
2.5.4.	Créances	18
2.5.5.	Autres Créances et comptes de régularisation	19
2.5.6.	Provisions pour risques et charges	19
2.5.7.	Emprunts bancaires et dettes financières	19
2.5.8.	Echéance des emprunts et dettes financières	20
2.5.9.	Autres dettes et comptes rattachés	20
2.6.	Notes sur le compte de résultat	21

2.6.1.	Détail du chiffre d'affaires.....	21
2.6.2.	Résultat financier	21
2.6.3.	Résultat exceptionnel	21
2.6.4.	Charges d'impôts	21
2.6.5.	Résultat par action.....	22
2.7.	Autres informations	22
2.7.1.	Nombre d'actions composant le capital social.....	22
2.7.2.	Informations relatives aux parties liées.....	22
2.7.3.	Effectifs.....	22
2.7.4.	Engagements hors bilan	23
2.7.5.	Rémunération des dirigeants.....	23
2.7.6.	Evènements postérieurs au 30 juin 2026	23

1. Comptes consolidés au 30 juin 2026

1.1. Bilan (en k€)

	30/06/26			31/12/25	Variations
	Brut	Amortiss., prov	Net	Net	
Immobilisation Incorporelles	2 497	2 157	340	395	-55
<i>Dont écart d'acquisition</i>					
Immobilisations corporelles	23 908	12 651	11 257	11 487	-229
Immobilisations financières	2 970	2 772	198	196	2
Titres mis en équivalence					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	29 375	17 579	11 795	12 077	-282
Stocks et encours	1 788	0	1 788	1 054	734
Avances et acomptes sur commande	9		9	9	
Créances Clients et comptes rattachés	2 286	18	2 268	1 089	1 179
Autres créances et comptes de régularisation	2 752		2 752	2 847	-95
Valeurs mobilières de placement	1 288		1 288	2 282	-994
Disponibilités	2 475		2 475	2 947	-472
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	10 598	18	10 580	10 228	352
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF	39 972	17 597	22 375	22 305	70

	30/06/2026	31/12/2025	Variations
Capital	5 219	5 190	29
Primes	38 556	38 585	-29
Réserves et résultats consolidés	-42 994	-42 417	-578
Autres	1 128	1 174	-46
Provisions réglementées			
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 909	2 533	-624
INTERETS MINORITAIRES			
AVANCES CONDITIONNEES	838	838	0
PROVISIONS	24	24	0
Emprunts et dettes financières diverses	16 540	16 277	263
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 485	1 250	235
Autres dettes et comptes rattachés	1 581	1 383	198
<i>Dont écarts d'acquisition négatifs</i>			
TOTAL DES DETTES	19 605	18 910	695
TOTAL GENERAL DU PASSIF	22 375	22 305	70

1.2. Compte de résultat (en k€)

	Exercice clos le 30/06/2026 (6 mois)	Exercice clos le 30/06/2025 (6 mois)	Variations
Chiffres d'affaires nets	7 274	6 004	1 270
Autres Produits d'exploitation	190	335	-145
Achats consommés	-3 498	-2 721	-777
Charges de personnel	-1 516	-1 619	103
Autres charges d'exploitation	-1 912	-1 918	6
Impôts, taxes et versements assimilés	-180	-155	-25
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	-605	-654	49
Valeur Comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	-31		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements, dépréciations et reprises des écarts d'acquisition	-279	-728	449
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition positifs liés aux entités intégrés			
Reprises des écarts d'acquisition négatifs liés aux entités intégrés			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements, dépréciations et reprises des écarts d'acquisition liés aux entités intégrées	-279	-728	449
Charges et Produits financiers	-338	-363	25
Charges et Produits exceptionnels	0	0	0
Impôts sur les bénéfices	39	100	-61
Résultat net des entités intégrées	-578	-991	413
Résultat net lié aux entités mises en équivalence			
Résultat net de l'ensemble consolidé	-578	-991	413
Intérêts minoritaires			
Résultat net (Part du groupe)	-578	-991	413
Résultat par action	-0,11	-0,19	0,08
Résultat dilué par action	-0,11	-0,19	0,08

1.3. Flux de trésorerie (en k€)

en €'000

30/06/2026

EBITDA	326
Impôt	(12)
Subvention viré au résultat	(59)
Variation du BFR Activité	(1 364)
Flux de trésorerie - Activité	(1 108)
Acquisition d'immobilisations	(246)
Variation du BFR Investissements	(59)
Flux de trésorerie - Investissements	(305)
Variation d'emprunts France	(126)
Variation d'emprunts Portugal	602
Intérêts financiers perçus	25
Intérêts financiers payés	(555)
Flux de trésorerie - Financements	(54)
Variation de trésorerie	(1 467)

Trésorerie Ouverture (nette de découvert)	5 221
Trésorerie Clôture (nette de découvert)	3 754
Variation	(1 467)

* EBITDA : Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et provisions

L'analyse des flux de trésorerie est explicitée dans le rapport d'activité.

1.4. Capitaux propres

1.4.1. Variation des capitaux propres (k€)

	Part du Groupe					Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat net	Subvention d'invest.		
Situation au 31 décembre 2019	4 432	33 218	(17 323)	(1 650)	1 751	1 208	21 636
Augmentation de capital	4	(4)					0
Affectation du résultat			(1 650)	1 650			0
Autres variations					(97)		(97)
Résultat 31 décembre 2020				(5 067)		(74)	(5 142)
Situation au 31 décembre 2020	4 436	33 214	(18 973)	(5 067)	1 654	1 134	16 397
Augmentation de capital	725	5 400					6 125
Affectation du résultat			(5 067)	5 067			0
Autres variations					(97)		(97)
Résultat 31 décembre 2021				(3 720)		(544)	(4 264)
Situation au 31 décembre 2021	5 161	38 614	(24 040)	(3 720)	1 556	590	18 160
Augmentation de capital	20	(20)					0
Affectation du résultat			(3 720)	3 720			0
Autres variations					(96)		(34)
Résultat 31 décembre 2022				(1 793)		(667)	(1 317)
Situation au 31 décembre 2022	5 181	38 594	(27 761)	(1 793)	1 460	(77)	15 604
Augmentation de capital	4	(4)					0
Affectation du résultat			(1 793)	1 793			0
Autres variations			5		(96)	(5)	(96)
Résultat 31 décembre 2023				(7 353)		(695)	(8 048)
Situation au 31 décembre 2023	5 185	38 590	(29 549)	(7 353)	1 364	(777)	7 460
Augmentation de capital	5	(5)					0
Affectation du résultat			(7 353)	7 353			0
Autres variations					(97)	777	680
Résultat 31 décembre 2024				(3 102)			(3 102)
Situation au 31 décembre 2024	5 190	38 585	(36 903)	(3 102)	1 267	-	5 038
Affectation du résultat			(3 102)	3 102			0
Autres variations					(93)		(63)
Résultat 31 décembre 2025				(2 412)			(2 412)
Situation au 31 décembre 2025	5 190	38 585	(40 005)	(2 412)	1 174	-	2 533
Affectation du résultat			(2 412)	2 412			0
Autres variations	29	(29)			(46)		(46)
Résultat 30 juin 2026				(578)			(578)
Situation au 30 juin 2026	5 219	38 556	(42 417)	(578)	1 128	-	1 909

1.4.2. Eléments financiers dilutifs

Au 30 juin 2026, il existe 1 plan d'attribution de BSPCE non échu, autorisé par le Conseil d'administration du 20 février 2023. Les caractéristiques initiales de ce plan sont les suivantes :

Plan	Date d'attribution par le Conseil d'Administration	Nombre d'actions	Date d'attribution définitive	Fin de période de conversation
BSPCE 2023-1	20/02/2023	34 400	30/06/2027	30/06/2027
Total		34 400		

Compte tenu des conditions d'attribution, et notamment la condition de présence, le nombre d'actions nouvelles susceptibles d'être émises, au 30 juin 2027, s'élevait à 27 000 actions, soit un capital potentiel de 0,52% (sur une base non diluée).

Tableau de synthèse des instruments dilutifs au 30 juin 2026 :

	Nombre	Nombre d'actions pouvant être souscrites (post division du nominal)
BSPCE 2023-1	34 400	34 400
Total	34 400	34 400

Enfin, conformément aux dispositions de l'article L.225-197-1 du code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que le Président Directeur Général devrait conserver au nominatif 10% des actions qui lui sont attribuées gratuitement jusqu'à la cessation de ses fonctions de dirigeant mandataire social.

1.5. Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Aucun gain ni perte n'a été comptabilisé en capitaux propres.

2. Notes annexes aux états financiers consolidés

2.1. Informations générales

Ecoslops (« la société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») exercent leur activité dans le domaine de la collecte et du traitement des résidus hydrocarburés issus des navires.

La société Ecoslops SA (mère du groupe) est une société par actions dont le siège social est au 5 rue de Chazelles 75017 Paris et immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Paris sous le numéro Paris B 514 197 995.

Les titres de la société sont cotés sur le marché Euronext Growth depuis le 20 février 2015.

Les comptes consolidés semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2026.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2026 ont été établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France, selon les principes définis par le Règlement ANC 2020-1 du 6 mars 2020 modifié par le règlement ANC 2024-05 du 3 octobre 2024, relatif aux comptes consolidés des entreprises commerciales.

2.2. Evènements significatifs

2.2.1. Opérations de financement et opérations de capital

Opérations de capital : Néant

Opérations de financement : Le projet de Scarabox en Côte d'Ivoire (le client étant l'Etat ivoirien) bénéficie d'un soutien de poids de Bpifrance (avec la mise en place d'un financement export et d'assurances crédit export et cautions). Compte tenu des délais rallongés en 2025 et début 2026 par le calendrier électoral et la nomination du nouveau gouvernement ivoirien début 2026, Bpifrance a prolongé son offre de financement jusqu'en janvier 2027. Pour ces mêmes raisons, la Banque Européenne d'Investissement a accepté de différer les 500k€ de remboursement de capital du 30 juin 2026 jusqu'à la perception d'un acompte sur la vente de Scarabox/Scarabatch.

2.2.2. Suivi de l'impact des conflits mondiaux sur la société et ses filiales

Le déclenchement du conflit russo-ukrainien le 24 février 2022 et celui au Moyen-Orient le 28 février 2026 ont depuis ces deux dates des conséquences significatives sur la situation géo-politique et sur le plan économique. A ce titre, le groupe Ecoslops précise :

- qu'il n'a à ce jour, de façon directe ou indirecte, aucune activité, ni ressource liées à ces territoires ;
- qu'à la date d'arrêt des comptes, aucun élément lié à ces conflits n'est de nature à remettre en cause la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs du groupe.

Par ailleurs, ces conflits ainsi que le contexte global géopolitique et économique ont des répercussions importantes sur les marchés de l'énergie, et notamment celui des produits pétroliers, sur lequel est présent le groupe. Les marchés pétroliers connaissent en effet une forte volatilité des cours. Aussi il convient de souligner que le Brent était en moyenne de 71\$/bbl en 2021, 99\$/bbl en 2022, 82\$/bbl en 2023, 80\$/bbl en 2024, 68\$/bbl en 2025 et 87\$/bbl au premier semestre 2026. Le business model du groupe étant tourné vers la production de combustibles issus de déchets d'hydrocarbures, cette volatilité des cours a un effet direct sur le niveau de marge brute réalisée sur l'activité « Produits raffinés » de sa filiale Ecoslops Portugal. Pour mitiger ce risque, le groupe met en place des instruments de couverture avec des règles strictes, notamment ne jamais excéder les quantités physiques liées à ces couvertures. Enfin, le développement de l'activité Scarabox/Scarabatch a aussi pour objectif de limiter la dépendance directe des résultats du groupe aux cours pétroliers.

2.3. Continuité d'exploitation – Perspectives & Développements

Comme indiqué dans le rapport d'activité, la continuité d'exploitation du groupe à plus d'un an (à compter du 30 juin 2026) est liée à deux sujets :

- Le renouvellement du contrat de sous-concession au Portugal, dont l'échéance est fin août 2027
- Le développement commercial de l'activité Scarabox et Scarabatch

Ecoslops Portugal :

La société poursuit ses discussions sur les modalités du renouvellement de la sous-concession portuaire avec CLT (filiale de GALP) de manière à gagner en visibilité. Le contrat de sous-concession avec CLT, d'une durée initiale de 15 ans, a une échéance en août 2027. Ce contrat de sous-concession n'intègre pas de clause de préavis mais compte tenu des délais opérationnels nécessaires, le groupe pense être fixé au second semestre 2026 sur le choix de GALP qui a 3 options possibles : remise en concurrence du contrat de sous-concession, renouvellement du contrat avec une négociation de gré à gré ou internalisation de cette activité. La prolongation de ce contrat est critique pour le groupe dans la mesure où les deux activités (services portuaires et produits raffinés, P2R, sont intrinsèquement liées (avec des synergies fortes sur un plan opérationnel), mais ce qui est également un avantage concurrentiel par rapport à tout nouvel entrant potentiel.

Scarabox/Scarabatch :

En 2025, le projet de Scarabox en Côte d'Ivoire a bénéficié d'un soutien de poids de Bpifrance (avec la mise en place d'un financement export et d'assurances crédit export et cautions) auprès de l'Etat ivoirien, dans le cadre de l'achat par ce dernier d'une usine clé en main. La décision d'investissement de l'Etat ivoirien, attendue en 2025, a été reportée en 2026 compte tenu de l'élection présidentielle intervenue en octobre 2025 et la mise en place du nouveau gouvernement fin janvier 2026. Compte tenu de ces délais rallongés, Bpifrance a prolongé son offre de financement jusqu'en janvier 2027.

Au-delà de la Côte d'Ivoire, le groupe est en discussion avec d'autres prospects, toujours pour la fourniture/vente d'usines clé en main, Scarabox et Scarabatch.

Pour ces raisons et compte tenu de la situation financière du groupe, le principe de continuité d'exploitation est approprié pour l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2026.

2.4. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés et d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France (Règlement ANC 2020-01 modifié par le règlement ANC 2024-05 du 3 octobre 2024). Ils s'appuient sur les comptes sociaux des sociétés du périmètre de consolidation établis en application du règlement ANC 2022-06, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique.

2.4.1. Utilisation d'hypothèses et d'estimations

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- L'évaluation des actifs corporels
- Le niveau d'activité future
- Les dépréciations d'actifs circulants

Changement d'estimation comptable :

Il n'y a eu aucun changement au cours de l'exercice.

2.4.2.Principe de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle direct ou indirect par la détention de plus de 50% des droits de vote émis sont consolidées par intégration globale.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Les soldes bilanciaux et transactions réciproques sont éliminés en totalité dans les sociétés intégrées.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels de chaque entité du périmètre de consolidation au 30 juin 2026.

2.4.3.Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les sociétés consolidées établissent leurs comptes en euros, à l'exception de Koleo Energy dont la comptabilité est en francs CFA (parité fixe avec l'euro).

2.4.4.Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères, s'il en existe, sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date des transactions. A la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros aux taux de change de clôture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le compte de résultat.

2.4.5.Immobilisations incorporelles

2.4.5.1. Principes

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan au coût historique.

2.4.5.2. Ecart d'acquisition

Il n'existe pas d'écart d'acquisition à la clôture de l'exercice.

2.4.5.3. Coûts de développement

Les coûts de développement engagés au cours de l'exercice sont comptabilisés en immobilisations incorporelles selon la méthode préférentielle. Les frais de recherche et de développement correspondent à l'effort réalisé par l'entreprise pour son propre compte. Ils sont inscrits à l'actif dès lors qu'ils remplissent simultanément les conditions suivantes :

- le projet en cause est nettement individualisé,
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale,
- le coût du projet peut être distinctement établi.

Les frais correspondant au temps passé sur le projet P2R - OW2P par les salariés ont été immobilisés sur l'exercice 2014. L'évaluation a été calculée sur la base du coût horaire et des frais directement liés au projet. Ils sont amortis à partir du 1^{er} janvier 2015 sur une durée de 5 ans. Depuis le 31 décembre 2019, ces frais sont amortis à 100%.

Sur l'exercice clos le 31 décembre 2021, la société a immobilisé des frais d'études détaillées générales relatifs à la Scarabox pour un montant de 550 000 €. Ces derniers sont amortis sur 5 ans, et ont une valeur nette comptable de 55k€ au 30 juin 2026.

2.4.5.4. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement composées du droit d'entrée versé à CLT pour bénéficier de la sous concession du site de Sines au Portugal et de logiciels qui sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation prévue.

Le droit d'entrée versé à CLT est amorti linéairement sur 15 ans.

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 3 ans.

2.4.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les frais intercalaires et les dépenses financières engagés dans le cadre de ces immobilisations ne sont pas comptabilisés à l'actif.

Les amortissements sont calculés en mode linéaire selon les durées attendues d'utilisation suivantes :

- Matériels de bureau et informatiques : 3 à 5 ans
- Mobiliers : 10 ans

Les installations P2R au Portugal ont été mises en service en décembre 2014. Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée de vie réelle de chaque composant :

Etudes, Engineering, Consulting (1)	15 à 30 ans
Génie civil	40 ans
Bâtiments	40 ans
Four tubulaire	15 ans
Matériel centrifugation	15 ans
Echangeurs de chaleur	15 ans
Autres équipements	10 ans
Réservoirs	30 ans
Tuyauterie	30 ans
Instrumentation Electricité	30 ans
Unité Pilote	5 ans
Structure métallique	30 ans
Autres	3 à 15 ans
Unité traitement des eaux	15 ans
Unité séparation	15 ans
Général	15 ans

2.4.7. Immobilisations financières

Les dépôts et cautionnements sont comptabilisés à leur valeur nominale et dépréciés si un risque de non recouvrement est constaté.

2.4.8. Contrats de location

Les contrats de location sont immobilisés lorsqu'ils sont qualifiés de location-financement, c'est-à-dire qu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués. Les contrats de location-financement ne sont retraités que lorsque l'impact est significatif.

Les contrats de location-financement sont constatés à l'actif et amortis selon les règles applicables à la nature du bien, la contrepartie étant constatée en dette financière. Les charges de loyers sont ventilées entre la part liée au remboursement de l'emprunt, constatée en diminution de la dette, et la part liée aux frais financiers, reclassée en coût de l'endettement financier net.

Les contrats de location simple ne sont pas retraités à l'actif. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles.

2.4.9. Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe est amené à gérer les risques de marché liés aux variations des cours du Brent en utilisant des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de cours de matières premières. Ces instruments sont utilisés à des fins de couverture. Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat de manière symétrique à l'enregistrement des charges et produits des opérations couvertes, en l'occurrence dans le résultat d'exploitation.

Durant l'exercice 2026, et au 30 juin 2026, les contrats de couverture de matières premières qui ont été mis en place sont les suivants (en k€):

Instrument	Date début	Date Fin	Indice	Qté	Notionnel €	Juste valeur €	Ecart	Comptabilisé au résultat 2026
Swap	01/01/2026	31/01/2026	ICE-Brent	4 000	216 k€	220 k€	-4 k€	Oui
Swap	01/02/2026	29/02/2026	ICE-Brent	9 000	483 k€	528 k€	-45 k€	Oui
Swap	01/03/2026	31/03/2026	ICE-Brent	9 000	483 k€	771 k€	-288 k€	Oui
Swap	01/04/2026	30/04/2026	ICE-Brent	6 000	313 k€	525 k€	-212 k€	Oui
Swap	01/05/2026	31/05/2026	ICE-Brent	6 000	313 k€	533 k€	-220 k€	Oui
Swap	01/06/2026	30/06/2026	ICE-Brent	6 000	313 k€	440 k€	-127 k€	Oui
Swap	01/07/2026	31/07/2026	ICE-Brent	4 000	252 k€	258 k€	-6 k€	Non
Total				44 000	2 373 k€	3 274 k€	-902 k€	

S'agissant de contrats de couverture sur les approvisionnements, le résultat lié au dénouement de ces contrats est présenté dans les achats consommés de l'exercice (-896k€ pour le premier semestre 2026).

2.4.10. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût de production, qui est constitué du prix d'achat, des frais accessoires et autres charges directement et indirectement attribuables à la production des stocks.

Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur vénale du bien considéré est inférieure à la valeur nette inscrite au bilan.

2.4.11. Clients et créances d'exploitation

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte.

2.4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste comprend exclusivement des comptes courants ouverts auprès d'établissements de crédit ainsi que des placements de trésorerie sous forme de dépôts à terme.

2.4.13. Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont portés à l'actif et étalés sur la durée de vie des emprunts concernés. Ils figurent dans le poste « Autres créances et comptes de régularisation » à l'actif du bilan. Au 30 juin 2026, le montant restant à amortir s'élève à 200 k€.

2.4.14. Impôts exigibles

L'ensemble des sociétés du groupe est à ce jour déficitaire, à l'exception de Ecoslops Portugal et de Koleoptech dont la charge d'impôt courante s'élève à 24 k€.

2.4.15. Impôts différés

Les impôts différés résultent des éléments suivants :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation
- déficits fiscaux reportables dont l'imputation sur les bénéfices futurs est probable

2.4.16. Avantages accordés au personnel

2.4.16.1. Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales, congés payés) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

2.4.16.2. Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies : l'obligation du groupe est limitée au versement de cotisations. Ils correspondent aux régimes de retraite légale et complémentaire. Les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel. Les sommes non payées à la clôture de l'exercice figurent en autres passifs courants.

Régimes à prestations définies : les indemnités de fin de carrières ne sont pas comptabilisées compte tenu de leur caractère non significatif.

2.4.16.3. Autres avantages à long terme

Il n'existe aucun avantage à long terme.

2.4.16.4. Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées lors de la mise en œuvre d'une procédure.

2.4.17. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements.

2.4.18. Actifs et passifs éventuels

Il n'existe ni actifs ni passifs éventuels au 30 juin 2026.

2.4.19. Reconnaissance des revenus

Les revenus du Groupe sont principalement constitués de la vente de carburant, des services rendus aux navires (collecte de résidus hydrocarbonés, fourniture d'eau), de vente de vapeur aux industries du port. Les taxes sur le chiffre d'affaires propres à certains pays sont déduites du chiffre d'affaires. Pour ce type de revenus, le chiffre d'affaires est reconnu à la date de transfert de propriété, qui correspond à la date de livraison ou la date d'exécution de la prestation de services.

La réalisation des contrats de vente de la Scarabox/Scarabatch s'échelonnant sur deux exercices comptables (contrat à long terme) est reconnu selon la méthode de l'avancement par les coûts.

2.4.20. Dépenses de recherche et développement

La société ECOSLOPS SA a demandé le remboursement du CIR 2025 pour un montant de 233 k€ et a provisionné 100 k€ au titre du premier semestre 2026.

2.4.21. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué inclut au dénominateur le nombre de titres potentiellement à créer (Cf. § 2.6.5).

Un plan de souscription d'actions est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur à la valeur des capitaux propres.

2.4.22. Périmètre de consolidation au 30 juin 2026

ENTREPRISES	SIEGES	N° SIREN	% de CONTROLE	% d'INTERET	METHODE
Ecoslops SA	5, rue de Chazelles 75017 Paris	514 197 995	100 %	100 %	I.G.
Ecoslops Portugal SA	Edifício ZILS – Monte Feio Apartado 138 7521-902 SINES PORTUGAL	508 816 777	100 %	100 %	I.G.
Koleo Enegrty CI (1)	Carrefour Antenne, Riviera M'Badon, Lot 134A, Cocody Abidjan 01 COTE D'IVOIRE	CI-2026-0018872 W	100 %	100 %	I.G.
Koleoptech SAS	5, rue de Chazelles 75017 Paris	899 798 615	100 %	100 %	I.G.
Cleanwater LTD (2)	Edifício ZILS – Monte Feio Apartado 138 7520-064 SINES PORTUGAL	509 942 423	100 %	100 %	Non Consolidé
Ecoslops Côte d'Ivoire SA (2)	Abidjan Zone Industrielle de Vridi Rue de la pointe des fumeurs 06 BP 2593 Abidjan 06	CI-ABJ-2014-B- 4237	60%	60%	Non Consolidé

(1) La société Koleo Energy CI SAS, de droit ivoirien, a été créée le 10 septembre 2024.

(2) Ces deux sociétés sont sans activité en 2026.

Données en k€

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du 1 ^{er} semestre 2026	Résultat du 1 ^{er} semestre 2026	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
ECOSLOPS PORTUGAL	6 325	(47)	100%	8 870	8 870	7 700	700 000	7 274	207	0
CLEANWATER	10	(6)	100%	10	10	-	-	-	-	0
KOLEO ENERGY CI	15	(6)	100%	15	15	356	-	-	(18)	0
KOLEOPTECH	10	4	100%	10	10	-	-	-	5	0
ECOSLOPS COTE D'IVOIRE (2)	15	0	60%	9 (1)	7 (1)	-	-	NC	NC	0
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
Valtech Energy (3)	1 159	NC	17%	600	-	-	-	NC	NC	-

(1) Dont 6 860 euros de versement restant à effectuer.

(2) Ecoslops Cote d'Ivoire n'a pas d'activité.

(3) Valtech Energy : il s'agit des dernières informations financières auxquelles Ecoslops SA a eu accès.

2.4.23. Informations sectorielles

Ecoslops distingue 3 sources de revenus :

- La vente de produits raffinés (Essence, Gasoil, Fuel et Bitume léger)
- La vente de services portuaires (au Portugal uniquement)
- La vente d'équipements industriels (Scarabox).

La décomposition du chiffre d'affaires par secteur est présenté au §2.6.1.

2.5. Notes sur le bilan

2.5.1. Actifs immobilisés Bruts

- Immobilisations incorporelles

Nature des biens immobilisés (k€)	Début	Acquisition	Cession	Virement	Valeur Fin
Frais de R&D P2R – Scarabox	1 027				1 027
Logiciels Ecoslops France	6				6
Droit d'entrée CLT (1)	500				500
Autres immos incorp. Ecoslops Portugal	964				964
Total immobilisations incorporelles	2 497	-	-	-	2 497

(1) La société Ecoslops Portugal SA a signé le 20 août 2012 un contrat de sous concession avec la société CLT (Companhia Logistica de Terminais Maritimo SA), lui conférant pour une durée de 15 ans l'exclusivité de la collecte et du traitement des résidus liquides hydrocarbonés dans le port de Sines, au Portugal. Conformément à ce contrat, Ecoslops Portugal SA a versé à CLT un droit d'entrée de 500k€.

Ecoslops Portugal SA verse également un loyer annuel fixe de l'ordre de 430k€ pour l'utilisation des installations et du terrain. Les loyers versés à CLT dans le cadre de ce contrat sont couverts par une garantie bancaire (Cf. § 2.7.5).

- Immobilisations corporelles

Nature des biens immobilisés (k€)	Début	Acquisition	Cession	Virement poste à poste	Valeur Fin
Immobilisations non industrielles	116	35			151
Immobilisations en cours Portugal	380	155			535
Immobilisations en cours Côte d'Ivoire	148	39			187
Immobilisations Portugal (1)	22 969	91	(25)		23 035
Total immobilisations corporelles	23 613	320	(25)		23 908

(1) Les immobilisations correspondent au coût de construction de l'unité P2R de Sines mise en service depuis décembre 2014, ainsi qu'aux investissements réalisés dans le cadre de l'activité de sous-concessionnaire du port.

- Immobilisations financières

Nature des biens immobilisés (k€)	Début	Acquisition	Cession	Virement de l'actif circulant	Valeur Fin
Participations non consolidées	620				620
Créance rattachée aux participations	2 169				2 169
Prêts et autres immob. financières	179	2			181
Total immobilisations financières	2 968	2			2 970

2.5.2.Amortissements & dépréciation

Amortissements (k€)	Mode d'amortissement	Début	Dotations	Reprises	Valeur Fin
Droit d'entrée (1)	Linéaire 15 ans	436	16		452
Autres immob. incorporelles	Linéaire 3 à 5 ans	1 666	39		1 705
Immobilisations incorporelles		2 102	55		2 157
Immobilisations corporelles	Cf § 2.4.6	12 127	550	-25	12 651
Immobilisations corporelles		12 127	550	-25	12 651
Immobilisations financières		-			
TOTAL		14 229	605	-25	14 808

Dépréciations (k€)	Début	Dotations	Reprises	Valeur Fin
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Titres Ecoslops Côte d'ivoire	3	-	-	3
Titres Valtech Energy	600	-	-	600
Créance rattachée / Valtech	2 169	-	-	2 169
Immobilisations financières	2 772	-	-	2 772
TOTAL	2 772	-	-	2 772

2.5.3.Stocks

Stocks et en-cours (k€)	30/06/2026	31/12/2025
Matières premières et autres approvisionnements	1 450	804
Produits finis et en-cours de production	338	250
Total	1 788	1 054

2.5.4.Créances

Créances clients (k€)	30/06/2026	A moins d'un an	A plus d'un an
Clients	2 268	2 268	-
Total	2 268	1 089	-

Au 30 juin 2026, le montant des créances clients est à moins d'un an pour un montant de 2 268 k€.

2.5.5. Autres Créances et comptes de régularisation

Autres Créances (k€)	30/06/2026	A moins d'un an	A plus d'un an	31/12/2025
Impôts sur les sociétés	333	233	100	238
Impôts différés actifs	1 493	167	1 326	1 531
Taxe sur la valeur ajoutée	39	39		145
Charges constatées d'avance	676	676		683
Frais d'émission d'emprunt à répartir	200	50	150	225
Autres Créances	11	11		25
Total	2 752	1 126	1 426	2 847

Au 30 juin 2026, les charges constatées d'avance s'élèvent à 676 k€. Celles-ci sont principalement de deux natures :

- Charges constatées d'avance sur charges opérationnelles ordinaires : 108 k€ (principalement loyers, assurances,...)
- Charges constatées d'avance sur projets : 568 k€. Ces dernières concernent les coûts engagés dans le cadre du déploiement commercial de la Scarabox, et se rattachent principalement au projet en Côte d'Ivoire.

2.5.6. Provisions pour risques et charges

Provisions (k€)	31/12/2025	Dotations	Reprises		30/06/2026
			Utilisées	Non utilisées	
Prov . pour risques	24		-	-	24
Prov. Pour charges	-	-	-	-	-
Total	24				24

2.5.7. Emprunts bancaires et dettes financières

Emprunts (k€)	31/12/2025	Souscription	Remboursement	30/06/2026
ESA – BPI	429		(86)	343
ESA – Région PACA	80		(40)	40
ESA – Bque Européenne d'Inv.	8 500		-	8 500
EPSA – Banques Portugaises	7 045	1 000	(1 210)	6 836
EPSA– Confirming lines *		1 150	(338)	812
Découvert bancaire	8	9	(8)	9
Intérêts courus	214		(214)	-
Total	16 277	2 159	(1 896)	16 540

Les lignes de confirming sont des crédits revolving permettant le financement du besoin en fonds de roulement.

Les taux d'emprunts sont les suivantes :

Emprunts et dettes financières (k€)	Taux fixe	Taux variable
Emprunt ESA - BEI	5%	Clause Excess Cash en 2031
Emprunt ESA - BPI	2,17%	-
Emprunt ESA – Région PACA	0%	-
Banques commerciales Portugal	-	Entre Euribor + 0,5% et Euribor +2,3%

2.5.8.Echéance des emprunts et dettes financières

L'échéancier ci-dessous présente les maturités d'emprunts selon les contrats en vigueur au 30 juin 2026.

Emprunts et dettes financières (k€)	<31/12/2026	2027	2028	2029	2030	>2030
Emprunt ESA - BEI		2 500	2 000	2 000	2 000	
Emprunt ESA - BPI	86	171	86			
Emprunt ESA – Région PACA	40					
Banques commerciales Portugal	1 195	2 166	1 568	821	549	538
Int. courus/emprunts & découvert	9					
Total	1 330	4 837	3 654	2 821	2 549	538
Totaux par tranche	1 330	13 861				538

Ecoslops SA a obtenu en avril 2025 un accord de la BEI et de Bpifrance sur le réaménagement de la dette. Cet accord a donné lieu à la signature d'un avenant le 25 avril 2025. L'échéancier ci-dessus reflète les maturités d'emprunts désormais en vigueur, et tiennent compte également de l'accord de la BEI pour que l'échéance de 500k€ du 30 juin 2026 soit versée lors de la perception d'un acompte sur une vente de Scarabox et/ou Scarabatch. Le tableau des maturités ci-dessus n'intègre pas les lignes de confirming d'Ecoslops Portugal, dans la mesure où celles-ci sont renouvelées lorsque nécessaire.

2.5.9.Autres dettes et comptes rattachés

Dettes fiscales et sociales (k€) (1)	30/06/2026	31/12/2025	Variation
Personnel	338	333	+5
Organismes sociaux	104	121	-17
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	10	3	+7
Etat, impôt sur les sociétés	7	-	+7
Autres Impôts et taxes	31	28	+3
Dettes sur immobilisations	204	79	+125
Impôts différés passifs	330	342	-12
Autres dettes diverses	557	477	+80
Total	1 581	1 383	+198

(1) Toutes les dettes fiscales et sociales sont à moins d'un an.

2.6. Notes sur le compte de résultat

2.6.1. Détail du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par secteur (k€)	30/06/2026	30/06/2025
Vente Produits Raffinés - Portugal	5 474	4 364
Vente Equipements - Scarabox	-	-
Services portuaires (Portugal)	1 800	1 640
Autres	-	-
Total	7 274	6 004

2.6.2. Résultat financier

(k€)	30/06/2026	30/06/2025
Autres produits financiers (DAT)	25	43
Intérêts sur emprunts	-335	-381
Amortissement frais d'émission d'emprunt	-25	-25
Perte sur contrat de liquidité	3	-1
TOTAL	- 338	- 363

Pour rappel, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunts est désormais classée en résultat financier, contrairement aux exercices précédents où elle était comptabilisée en résultat d'exploitation.

La charge d'intérêts sur emprunts se décompose de la façon suivante :

(k€)	30/06/2026	30/06/2025
ESA – BEI	-211	-223
ESA – BPI	-5	-12
EPISA – tout emprunt	-119	-146
Total	- 335	- 381

2.6.3. Résultat exceptionnel

Le groupe adopte dans ses comptes consolidés la même définition du résultat exceptionnel que celle introduite par le règlement n°2022-06 de l'ANC, adopté en novembre 2022 et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. A ce titre, le résultat exceptionnel est nul au 30 juin 2026.

2.6.4. Charges d'impôts

(k€)	30/06/2026	30/06/2025
Crédit d'impôt Recherche	-100	-125
Charge d'impôts	24	15
Impôts différés	37	10
TOTAL	-39	-100

2.6.5. Résultat par action

	30/06/2026	30/06/2025
Résultat part du groupe	- 578 k€	- 991 k€
Nombre d'actions au 31 décembre	5 218 966	5 189 566
Résultat de base Part du groupe par action	-0,11 €	-0,19 €
Résultat dilué par action (1)	-0,11 €	-0,19 €

(1) Le résultat dilué par action, du fait de la perte de l'exercice, est identique au résultat de base par action.

2.7. Autres informations

2.7.1. Nombre d'actions composant le capital social

Au 30 juin 2026, le capital est constitué de 5 218 966 actions. Toutes les actions sont intégralement libérées. Au 30 juin 2026, Ecoslops SA détient 5 760 de ses propres actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu le 28 Juin 2018 avec PORTZAMPARC.

2.7.2. Informations relatives aux parties liées

Les transactions qui ont lieu entre les parties liées sont de nature commerciale. Elles sont réalisées dans les conditions normales d'exploitation.

Les avances en compte courant et prêts actionnaires sont rémunérées.

Les transactions entre les sociétés intégrées ont été neutralisées dans les comptes consolidés.

2.7.3. Effectifs

La répartition de l'effectif moyen par société en équivalent temps plein est la suivante :

Par Société	30/06/2026	30/06/2025
ECOSLOPS Paris	7.1	7.3
ECOSLOPS Portugal	37.0	39.0
TOTAL	44.1	46.3

Au 30 juin 2026, la répartition des effectifs par catégories est la suivante :

Par catégorie	30/06//2026
Ouvriers	20
Employés, techniciens et agents de maîtrise	11
Cadres	13.1
TOTAL	44.1

2.7.4.Engagements hors bilan

Cautions données

- Caution de 700 000 € au profit de CLT dans le cadre de la sous-concession au Portugal ;

Engagements donnés dans le cadre des financements bancaires :

- Financement de 10 M€ auprès de la Banque Européenne d'Investissement : Nantissement des comptes bancaires de Ecoslops SA.
- Dans le cadre de l'avenant signé pour le réaménagement de la dette, la BEI bénéficie d'une clause d'excess-cash au titre de laquelle elle pourra percevoir le 30 juin 2031, 50 % de la trésorerie nette figurant au bilan audité d'Ecoslops arrêté au 31 décembre 2030, après déduction d'un seuil minimum opérationnel d'un million d'euros (1.000.000 €), et dans la limite d'un montant plafonné à deux millions trois cent mille euros (2.300.000 €). Par ailleurs, Ecoslops SA s'engage à s'abstenir de procéder à tout versement de dividendes ou à toute opération de fusion-acquisition sans l'accord préalable de BEI.

2.7.5.Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Il n'existe aucun autre avantage (avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat, paiements en actions) au 30 juin 2026.

2.7.6.Evènements postérieurs au 30 juin 2026

Néant